

**RELATIONS NICARAGUA/ETATS-UNIS:
DIX ANS DE FRUSTRATION**

Un bilan de l'ancien ambassadeur du Nicaragua à Washington, Carlos Tunnerman.

L'ECOLOGIE VUE DU TIERS-MONDE

Lutte pour l'environnement, lutte pour la paix et la justice sociale sont indissociables: tels sont les thèmes du 4ème Congrès mondial "Destin et esperance de la terre" à Managua cette semaine.

LE PROCESSUS ELECTORAL AVANCE

La grande majorité des partis ont participé à la constitution du conseil suprême électoral. Une analyse de la signification de cette première phase et des manoeuvres qui se dessinent.

**LA SOLIDARITE DOIT NOUS AIDER
A GAGNER LA BATAILLE DE L'INFORMATION**

La présidente du Comité nicaraguayen d'amitié, de solidarité et pour la paix évoque les objectifs et le contenu des IIIèmes rencontres de la solidarité.

PANAMA: DE L'INVERSION MALIGNE

Le mensonge, machine de guerre des Etats-Unis contre une nation qui réclame sa souveraineté.

**EL SALVADOR : LES ESCADRONS DE LA MORT
AU POUVOIR**

La situation sociale et militaire se durcit au Salvador avec l'arrivée d'ARENA au gouvernement.

40 P 11481

RELATIONS NICARAGUA-ETATS-UNIS: DIX ANS DE FRUSTRATION

Entrevue exclusive avec le docteur Tunnermman, par Sergio Ferrari et Felipe Jaime

Managua, mai 89 (ANN). Carlos Tunnermman, ancien ambassadeur du Nicaragua à Washington, se rappelle: "Un jour de juillet 1987, j'ai reçu un insolite appel téléphonique du président de la Chambre des représentants des Etats-Unis, Jim Wright. Il m'invitait à déjeuner dans son bureau, fait exceptionnel car depuis son prédécesseur, Tip O'Neill, les ambassadeurs n'étaient reçus que par l'exécutif. Mais je me suis rendu à son rendez-vous et il m'a accueilli avec cette question: "Je voudrais savoir si votre gouvernement consentirait à rechercher la paix par la voie diplomatique ?" Ce à quoi j'ai répondu sans hésitation: "Non seulement il y consentirait, mais il y a toujours été disposé et le sera toujours".

Cette anecdote racontée par celui que ses homologues en poste à Washington ont parfois appelé "le révolutionnaire aux gants blancs" résume en peu de mots la disposition maintenue par le gouvernement nicaraguayen durant les dix premières années de la révolution populaire sandiniste envers les Etats-Unis, malgré l'agression à laquelle les stratèges de Washington ont soumis la nation centraméricaine.

Installé dans le modeste bureau qu'il occupe au ministère de l'Extérieur, le docteur Tunnermman a offert une longue entrevue à l'ANN, dérochant un peu de temps à ses fonctions parlementaires. Il a analysé et précisé quelques-uns des moments les plus marquants des rapports entre Managua et Washington.

C. Tunnermman est devenu aujourd'hui un spécialiste des relations entre son pays et les Etats-Unis, grâce à son expérience d'ambassadeur du Nicaragua à Washington (1984-88), fonction qu'il a cumulé pendant deux ans avec celle de représentant à l'OEA.

Agé de 56 ans, cela fait longtemps qu'il collabore avec le FSLN. Quelques jours avant le 19 juillet 1979, il avait été nommé ministre de l'Education par la junte provisoire de reconstruction nationale. Il a occupé cette charge jusqu'à sa nomination diplomatique à Washington, à un des moments les plus difficiles des relations entre les deux pays: blocus, embargo, discussions de manzanillo, apogée de la contre-révolution financée par Washington.

Malgré tout, pendant ces quatre ans, C. Tunnermman s'est gagné le respect, pour lui et son pays, comme en témoigne l'opinion exprimée un jour par le sénateur Christopher Dodd: "Il s'est toujours montré attentif durant nos entretiens. Il sait écouter avec patience, il ne défend jamais une position sans expliquer les raisons des sandinistes de faire tel ou tel pas".

Les mains perpétuellement en mouvement, un discours vif ponctué des pauses nécessaires, C. Tunnermman raconte pas-à-pas les relations diplomatique frustrantes entre le Nicaragua et les Etats-Unis.

"Les relations sont loin d'avoir été normales bien qu'il ait toujours existé, de la part du gouvernement nicaraguayen, la volonté de les normaliser. Durant ces dix ans, notre pays a sans cesse mis en avant les principes du droit international, la voie diplomatique, le dialogue et la solution pacifique au conflit.

Mais la position des Etats-Unis a été à l'opposé, utilisant la force, l'agression soit ouverte soit dissimulée, l'embargo et le blocus au sein des organismes internationaux, en violation du droit international et de la charte de l'OEA et de l'ONU.

PREMIER ECHEC DES ETATS-UNIS

La première tentative pour empêcher le triomphe populaire a eu lieu à l'Assemblée consultative de l'OEA au cours de sa 17ème réunion, quelques jours avant le 19 juillet 1979. Le peuple nicaraguayen était en pleine insurrection sous la Direction du FSLN, le tyran était aux abois et la déroute de la garde nationale évidente. L'OEA avait alors appelé à une première réunion consultative à Washington après avoir pris connaissance du rapport de la Commission interaméricaine des Droits de l'homme (CIDH). Cette organisme avait envoyé au Nicaragua une délégation qui avait été témoin du génocide commis par Somoza et sa garde, bombardant de façon indiscriminé les populations civiles, bafouant les droits de l'homme les plus élémentaires, menant les fameuses opérations "nettoyage" au cours desquelles tous les jeunes de 14 à 21 ans étaient tués car suspects d'être ennemis de la dictature ou militants sandinistes.

Lorsque le rapport de la CIDH a été connu, il a bouleversé les consciences sur tout le continent et la nécessité s'est imposée de convoquer les ministres des relations extérieures: il n'était plus possible de maintenir des Relations normales avec un gouvernement qui se livrait à un génocide, appuyé jusque dans les dernières semaines par Washington, ainsi que cela a été prouvé.

A cette réunion de l'OEA, les Etats-Unis ont manoeuvré pour essayer d'empêcher le triomphe populaire. Ils ont suggéré que soit fait appel au tristement célèbre "traité interaméricain d'assistance réciproque" (TIAR) afin de barrer la route à la révolution de l'armée populaire, comme ils l'avaient fait en 1965 à Saint-Domingue.

La politique des Etats-Unis avant la chute de Somoza a été de tenter d'imposer un "somozisme sans Somoza" et de préserver la garde nationale afin d'empêcher la révolution. Mais, comme nous le savons, Washington a échoué au cours de cette réunion. Les pays membres de l'OEA dans leur majorité se sont mis d'accord pour con-

damner le régime de Somoza à partir du rapport de la CIDH.

C'est la première fois que l'organisme américain se prononçait contre un de ses membres. C'est dans ce contexte qu'a triomphé la révolution en juillet 79.

DES PROMESSES FAITES AU PEUPLE ET NON A L'OEA

A cette même assemblée consultative assistait la junte provisoire du gouvernement de reconstruction nationale formée en exil. Le FSLN avait adressé au sommet des ministres des Relations extérieures son programme de gouvernement qui garantissait le respect des droits de l'homme, engagement tenu après le triomphe, ainsi que la volonté de remplacer la dictature somoziste par un gouvernement populaire et démocratique. Mais il n'y a eu aucun accord ni convention avec l'OEA, aucune promesse faite devant cet organisme, simplement une information des promesses faites au peuple nicaraguayen dans le futur programme de gouvernement.

C'est sur ce point que les Etats-Unis ont argumenté par la suite : ils ont prétendu que le Nicaragua ne tenait pas ses "fameuses promesses" faites à l'OEA. La Cour de justice de La Haye a étudié cette accusation et, au cours d'un jugement historique, a conclu qu'il n'y avait eu juridiquement aucun engagement du Nicaragua devant l'OEA et que même si cet engagement avait existé, cela ne justifiait pas que les Etats-Unis s'érigent en garant de ce supposé accord et encore moins financent la contre-révolution.

Huit ans plus tard (1987), lorsque le président Ortega s'est présenté devant l'OEA, plus aucun doute ne subsistait : l'argument agité par Washington était fabriqué de toutes pièces. D. Ortega a exposé les points fondamentaux du jugement de La Haye dans une démonstration que quelques ministres ont qualifiée de "leçon pédagogique". La sentence de La Haye est un document de plus de 200 pages et c'est sans doute pour cela que nombre de représentants latino-américains ne l'avaient pas lue : la Cour de justice y condamne les Etats-Unis pour ses activités paramilitaires et pour le minage des ports (1984). Comme Washington invoquait sans cesse ce thème des "promesses", très peu savaient que la Cour de justice avait invalidé cet argument et établi clairement qu'aucune promesse n'avait été faite, hormis au peuple nicaraguayen.

FIN DE L'HEGEMONIE DES ETATS-UNIS

Le triomphe de la révolution sandiniste a signifié la fin de l'hégémonie historique exercée par les Etats-Unis sur l'Amérique centrale. Le triomphe d'une révolution populaire a été comme une contradiction apportée au pouvoir impérial. Il est arrivé cette chose incroyable : dans cette région que les Etats-Unis appelaient leur "arrière-cour",

un peuple osait être indépendant et souverain, décidant immédiatement d'établir des relations avec tous les pays du monde. Quelques mois après le triomphe, nous avons élaboré notre propre politique extérieure. Evidemment Washington, confiant dans les gouvernements dociles et sous influence, n'était pas habitué à telle situation.

Mais la révolution nicaraguayenne à triomphé et le président des Etats-Unis de l'époque, Jimmy Carter, sous la pression de son opinion publique et d'un bon nombre de congressistes démocrates a présenté une demande d'aide pour le Nicaragua, les fameux 75 millions de dollars pour soutenir la reconstruction du pays. Le Congrès des Etats-Unis a passé huit mois à discuter son approbation, alors qu'il s'agissait d'une aide d'urgence pour un pays au sortir de la guerre. Finalement le Congrès a approuvé l'aide, mais je crois que de ces 75 millions de dollars, seuls 5 % ont été déboursés car immédiatement ont commencé les difficultés qui culmineront avec le blocus et l'embargo.

Carter jusqu'à un certain point s'était résigné à contre-cœur au triomphe de la révolution. C'est pourtant durant les derniers mois de son gouvernement qu'ont commencé les difficultés, sous le prétexte que le Nicaragua soutenait la guérilla salvadorienne.

Le gouvernement révolutionnaire à peine installé au pouvoir était en train d'organiser son armée et très probablement nous ne contrôlions pas bien toute la frontière. Nous n'avons jamais nié que peut-être pendant cette période, il a pu y avoir quelques *guerrilleros* qui sont partis au Salvador et qu'il a pu y avoir trafic d'armes. Mais ceci ne faisait pas partie d'une politique. Les Etats-Unis prenaient ces reproches comme prétexte pour geler l'aide des 75 millions de dollars, approuver une aide de 10 millions en armes pour le régime salvadorien et envoyer les 19 premiers conseillers militaires dans ce pays.

LES PREMIERS TEMPS DE REAGAN ET LE DOCUMENT DE SANTE FE'

C'est à ce moment que le Parti républicain a annoncé la candidature de Ronald Reagan. On pouvait alors prévoir tout ce qui allait se passer, avant même de connaître la plate-forme du futur gouvernement républicain. On connaissait déjà le "document de Santa Fé" dans lequel était exposé les lignes de la politique à venir si Reagan était élu. Dans ce texte était clairement définie l'orientation politique basée sur la "doctrine Monroe" qui se modernisera, version plus agressive, pour devenir la "doctrine Reagan". Il proclamait principalement que les Etats-Unis devaient reconquérir l'hégémonie militaire mondiale et à cette fin accroître le budget de la défense. Le but était de faire face aux avancées révolutionnaires dans le monde et en particulier dans le Tiers-Monde, en finançant la contre-révolution, en impulsant des guerres "de faible intensité" et dans le cas de l'Amérique centrale en détruisant la révolution populaire sandiniste.

Ce document est devenu le texte officiel de la plateforme républicaine, approuvée en juillet 80 comme base de la campagne de Reagan. On pouvait y lire textuellement : "Nous déplorons la prise du pouvoir au Nicaragua par un régime marxiste et la tentative de déstabiliser le Salvador et le Guatemala. Nous n'apporterons aucune aide à un gouvernement marxiste dans l'hémisphère. Nous déplorons le programme Carter d'aide au gouvernement sandiniste de Managua et nous appuierons les efforts du peuple nicaraguayen pour établir un gouvernement libre et indépendant".

NICARAGUA : L'OBSESSION DE REAGAN

Certains analystes ont pu dire que l'Administration Reagan a transformé une question de politique extérieure telle que les relations avec le Nicaragua en affaire de politique intérieure.

Ainsi le problème d'aider ou non la Contra est devenu le point le plus débattu des discussions au Congrès entre Démocrates et Républicains.

Il est curieux que Reagan ait le plus échoué là où il s'est le plus engagé, là-dessus s'est joué tout son prestige au point que pour un peu, il perdait le pouvoir après le scandale de l'Iran-Contragate. Le Nicaragua est devenu son obsession. En certains moments, c'était la seule chose qui l'intéressait dans l'hémisphère : dette extérieure, trafic de drogues et autres problèmes étaient relégués au second plan.

Le premier avril 1981, il annule l'aide approuvée par Carter. Ensuite il décide le fameux embargo sur le blé, négligeant les informations de son ambassadeur à Managua, Lawrence Pezullo, en poste au Nicaragua depuis les premiers mois de la révolution avait attiré l'attention du gouvernement sandiniste sur la contrebande d'armes en direction de la guérilla salvadorienne. Le gouvernement avait proposé de prendre des mesures en expliquant qu'il ne contrôlait pas encore totalement les frontières.

Mais les Etats-Unis ont continué à utiliser ce prétexte pour justifier la contre-révolution et l'aide aux forces irrégulières. L'argument utilisé par Reagan devant le Congrès était que la Contra allait empêcher le trafic d'armes vers le Salvador, et que pour cela il fallait armer les vestiges de la garde nationale.

Ensuite, lorsque ce prétexte n'a plus été valide Reagan a argué que la Contra servirait de moyen de pression pour que nous nous "démocratisions" et finalement pour servir de fer de lance de la politique étatsunienne.

CONTRA ET OPERATIONS SECRETES

Au mois d'août 81, au Guatemala, la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) s'est constituée, composée exclusivement des ex-gardes somozistes. Curieusement,

pendant que se créait la Contra, certains continuaient à parler de négociations dans l'Administration Reagan des premiers mois.

Thomas Enders, qui était alors secrétaire assistant pour les Affaires interaméricaines, évoquait la possibilité d'une solution négociée et d'accords conjoints pour freiner la course aux armements dont on nous accusait et pour obtenir la suspension de tout type d'aide à la guérilla salvadorienne, en échange de la normalisation des relations.

Cependant, le 16 novembre 1981, Reagan approuve la première action secrète, la remise de 19,9 millions de dollars à la Contra. A cette époque les Etats-Unis ne parlent pas de la démocratisation du Nicaragua: leur argumentation se fonde sur une soi-disant courses aux armements et sur une prétendue aide à la guérilla salvadorienne. Mais Thomas Enders, lors d'une conférence prononcée à San Francisco devant le "Council on Foreign Relations" ajoute un nouvel élément: il signale que l'aide à la Contra et toute la politique extérieure des Etats-Unis envers le Nicaragua ont pour objectif, en plus de la protection de la sécurité des Etats-Unis, la démocratisation du Nicaragua. On commence alors à accuser la révolution sandiniste de construire un projet totalitaire et à dire qu'il s'agit d'un nouveau Cuba.

En juin 1983, le Congrès approuve une seconde aide à la Contra et début 84, la CIA mine les ports nicaraguayens. La réponse du Nicaragua est d'en appeler à la Cour internationale de justice de La Haye.

Mais peu avant octobre 83, le Nicaragua avait présenté dans le cadre de Contadora une série de propositions offrant de passer des accords bilatéraux avec tous les pays centraméricains et avec les Etats-Unis, qui garantissent le respect mutuel, la paix, la sécurité militaire et la coopération économique.

C'est donc dans le cadre de Contadora que le Nicaragua fait ces propositions et il convient de rappeler que la naissance de ce groupe, formé du Mexique, du Panama, de la Colombie et du Venezuela, a constitué un frein à la politique d'agression des Etats-Unis et a représenté la réponse latino-américaine aux mesures agressives et illégales de Washington contre le Nicaragua. C'est évidemment le Nicaragua qui a le plus appuyé cette initiative: il a été le seul gouvernement disposé, à deux reprises, à signer sans aucune modification l'acte de Contadora, alors que d'autres pays exprimaient certaines réserves.

LES CONVERSATIONS DE MANZANILLO

Durant la seconde moitié de l'année 84, le secrétaire d'Etat George Shultz fait une visite surprise au Nicaragua. Après avoir assisté à l'investiture du président salvadorien Jose Napoleon Duarte, il vient à Managua pour proposer d'engager des conversations bilatérales, qui ont

lieu dans une station balnéaire du Mexique appelée Manzanillo. Mais il s'agissait d'une manoeuvre électorale, car les Etats-Unis n'ont jamais eu l'intention de négocier sérieusement avec nous. Dès le premier jour, quant nous nous sommes assis face à la délégation étatsunienne, que dirigeait Harry Shlaudeman, ambassadeur spécial pour l'Amérique centrale, celui-ci nous a déclaré: "Nous ne sommes pas ici pour parvenir à un accord bilatéral ni à un arrangement, mais uniquement pour appuyer le processus de paix de Contadora, pour essayer de vous faire accepter l'acte de Contadora".

Nous avons expliqué à H. Shlaudeman que nous ne voyions pas de cette manière les conversations bilatérales, que de toute façon si les Etats-Unis avaient des préoccupations à propos du Nicaragua, ils pouvaient les évoquer pendant ces conversations, que pour notre part c'est ce que nous allions faire et que le processus de Contadora avait sa propre dynamique.

Les conversations de Manzanillo sont les plus ridicules de toute l'histoire mondiale. C'était un monologue croisé: ils parlaient, nous parlions ensuite, nous lisions quelque document, ils prenaient des notes, puis ils reprenaient la parole etc... Mais c'était des déclarations de caractère général. Nous nous rendons compte maintenant, après tout ce qui s'est passé, que les Etats-Unis n'ont jamais été de bonne foi durant ces conversations.

Un jour, ils ont annoncé qu'à la réunion suivante ils présenteraient un tableau d'engagements. Ce tableau ne concernait que le Nicaragua. Par exemple, ils demandaient que la moitié des conseillers étrangers présents au Nicaragua quittent le pays à telle date, mais il n'y avait aucun engagement correspondant de leur part, aucune réciprocité. Tout était à notre charge. A la fin le document signalait que les Etats-Unis prenaient note avec satisfaction du fait que la course aux armements avait cessé et qu'ils étaient disposés à ce moment-là à étudier la possibilité d'améliorer les relations diplomatiques. Telles étaient les positions absurdes et ridicules des Etats-Unis.

Mais il y a eu plus ridicule encore: en septembre 1984, le Nicaragua a annoncé qu'il était prêt à signer l'acte de Contadora sans modification. Nous leur avons coupé l'herbe sous les pieds, car, quand nous sommes arrivés à la réunion suivante, en octobre 84 à Manzanillo, nous avons dit: "Messieurs, vous avez avancé l'argument que le but de ces conversations était d'appuyer le processus de Contadora, notre gouvernement a accepté de signer l'acte. Par conséquent, donnons un contenu à ces réunions, pour qu'elles soient réellement bilatérales, abordons les questions de sécurité et non la démocratisation du Nicaragua, car ce point relève de la souveraineté du peuple nicaraguayen et n'est pas en discussion ici". Les représentants étatsuniens n'ont rien eu à nous opposer. Ils ont annoncé qu'ils allaient consulter leurs supérieurs. Ils sont partis et ne sont jamais revenus.

C'est de cette façon que les Etats-Unis ont suspendu unilatéralement les conversations de Manzanillo, bien que nous ayons décidé qu'après les élections étatsuniennes (4 novembre) et les élections nicaraguayennes (5 novembre), nous nous rencontrerions de nouveau, mais il n'y a pas eu d'autre réunion. Après l'élection de Reagan, les Etats-Unis ont dit de façon complètement cynique qu'ils s'étaient retirés parce qu'ils s'étaient rendu compte que nous voulions éluder Contadora, ce qui était absolument faux.

LA DEUXIEME ADMINISTRATION REAGAN

Le lendemain de la réélection de Reagan, le 5 novembre, jour des élections nicaraguayennes, les Etats-Unis lancent dans le monde l'information selon laquelle des avions "MIG" soviétiques sont arrivés au Nicaragua. Immédiatement, Reagan condamne les élections nicaraguayennes, qu'il qualifie de "simulacré", disant qu'elles ne représentent pas la volonté populaire alors que plus de 400 observateurs du monde entier, y compris étatsuniens, ont pu constater l'ordre et la régularité du scrutin, le meilleur de tout le XXème siècle dans notre pays.

En mai 85, Reagan décrète l'embargo commercial contre le Nicaragua, mesure déclarée également illégale par la Cour de justice de La Haye. Dans sa sentence du 6 juin 1986, le tribunal international établit que l'embargo est illégal car contraire à la charte des OEA et à celle de l'ONU, qui interdisent les mesures coercitives de caractère économique qui portent atteinte aux principes les plus élémentaires du droit international.

L'AIDE A LA CONTRA CONTINUE

Après l'embargo, arrive la série des fameuses "aides humanitaires" à la Contra. La première, d'un montant de 28 millions de dollars, est votée par le Congrès le 12 juillet 1985. Un an après, un nouveau "paquet" de 100 millions de dollars, dont 70 en aide militaire, est accordé.

Le Congrès justifie alors ce vote par le voyage du président Ortega à Moscou, visite qui avait pourtant été annoncée à l'avance et ne constituait donc pas du tout une surprise. Le Congrès a en fait pris sa revanche sur le chef de l'Etat.

Quelques semaines avant l'approbation des 100 millions de dollars, l'avion d'Eugene Hasenfus a été abattu au Nicaragua et quelques mois après, le 3 novembre, les négociations entre les Etats-Unis et l'Iran sont divulguées à Beyrouth. Le 25 novembre, Edwin Meese, au cours d'une conférence de presse restée célèbre, révèle le détournement de l'argent des ventes d'armes à l'Iran en faveur de la Contra nicaraguayenne.

Cependant, les efforts de Contadora se poursuivent et c'est en juillet 1987 que je reçois un appel du président de la Chambre des représentants, Jim Wright. Il m'invite

à déjeuner et m'informe qu'il va promouvoir une solution négociée à la crise centraméricaine.

"Je ne souhaite pas que les votes d'aide à la Contra se poursuivent car ils nous divisent et, par les longues discussions qu'ils provoquent, nous font perdre notre temps. Je dois rencontrer Reagan dans les jours qui viennent et je vais lui proposer un plan de paix".

En effet, quelques jours après, Jim Wright me rappelle pour m'annoncer qu'il est arrivé à un accord avec Reagan et qu'ils ont élaboré une proposition, connue sous le nom de "plan de paix Reagan/Wright". Ce projet est rendu public le 5 août 1987. On m'en a remis une copie que j'ai immédiatement envoyée à Managua. Ce document n'était pas mauvais. Bien sûr, il n'était pas aussi bon que le seront les accords d'Esquipulas, mais il avait un point important où il était question de conversations bilatérales. En outre, il prévoyait en détail la solution négociée et excluait l'aide à la Contra.

Mais cette proposition a été modifiée par la Maison Blanche: quand le texte a été publié, toute référence aux conversations bilatérales avait disparue et il y était question d'un dialogue régional, ce qui est la thèse de Shultz.

ESQUIPULAS II, UN COUP DUR POUR LES ETATS-UNIS

Le 6 août 1987, les cinq présidents centraméricains se réunissent au Guatemala et le 7, ils signent un accord régional. Juste avant, le plan Reagan/Wright a été annoncé à Washington et il a été envoyé à la réunion des présidents. Mais ceux-ci le négligent et signent leur propre plan, celui d'Esquipulas II. L'ambassadeur du Costa Rica à Washington, Guido Fernandez, appelle Jim Wright le 7 au matin, quand l'accord d'Esquipulas est sur le point d'être communiqué, et lui explique que sa proposition est arrivée trop tard, qu'il en existe désormais une autre qui est centraméricaine. Il lui en donne le contenu et Jim Wright promet de la soutenir.

C'est dans ce contexte que le Congrès accorde en février 1988 une nouvelle aide à la Contra. Mais cette aide n'est pas militaire et reste "humanitaire". De notre côté, nous ne pouvions pas accepter le financement de la Contra, de quelque type qu'il soit, car le plan de paix centraméricains avait été signé et que Jim Wright lui avait donné son soutien.

LES CHOSES AVANCENT

Au début de mars 1988, l'armée populaire sandiniste lance dans le nord du pays l'opération "Danto 88" qui représente un rude coup pour la Contra. Celle-ci n'a plus d'autre solution que d'accepter de venir discuter avec nous. Les accords de Sapoá sont signés, qui ouvrent de nouvelles perspectives de paix. De plus, ces accords provoquent la division au sein de la Contra.

Les Etats-Unis n'acceptent pas plus Sapoá qu'ils n'ont accepté Esquipulas II. Washington a toujours pensé que ces solutions leur faisaient perdre le contrôle. C'est pourquoi, derrière l'échec postérieur de Sapoá, il y a la Maison Blanche.

Cependant, malgré cet échec, le Nicaragua continue à appliquer les accords d'Esquipulas II. En janvier 1988, un nouveau sommet des présidents se tient à Alajuela, près de San José (Costa Rica). Le gouvernement nicaraguayen y annonce la levée de l'Etat d'urgence, mais cela n'a aucune valeur pour les Etats-Unis, comme tout ce que font les sandinistes. Pour eux, l'idéal serait que le FSLN offre le pouvoir à la Contra et que la révolution se termine.

LA CONJONCTURE ACTUELLE

Le 14 février dernier, au cours d'une nouvelle rencontre les présidents centraméricains signent les accords de San Salvador, suite d'Esquipulas II. Cette décision échappe encore au contrôle des Etats-Unis. On la doit peut être au changement d'Administration à la Maison Blanche.

L'Administration Reagan a totalement échoué dans sa politique extérieure à l'égard du Nicaragua. Un petit pays de 3,5 millions d'habitants a infligé à la "doctrine Reagan" une défaite qui assombrit les derniers mois de pouvoir du président étatsunien.

Quand Bush arrive à la Maison Blanche, les Etats-Unis n'ont pas de ligne politique définie. Mais, finalement, ils se persuadent que la Contra, comme option militaire, n'a aucune chance. C'est pourquoi ils se saisissent des accords de San Salvador et tentent de les dénaturer, car la pièce maîtresse de ces accords est la démobilisation de la Contra, qui signifie sa fin.

C'est dans ces conditions que le "plan Baker" obtient un appui bipartite au Congrès, qui approuve une nouvelle aide à la Contra d'un montant de 45 millions de dollars, jusqu'en février prochain.

Cela représente une menace latente pour le Nicaragua et signifie que les Etats-Unis s'arrogent le droit de faire pression sur nous et de juger si nos élections sont justes et honnêtes. Et si le résultat ne leur convient pas, parce qu'il est favorable au FSLN, ils diront qu'il y a eu fraude.

La politique étatsunienne envers le Nicaragua a été une politique de force : les Etats-Unis ont violé le droit international, ils ont essayé d'exercer un chantage sur les pays voisins et de les utiliser, ils ont bloqué tous les processus de négociation. Pourtant, ils ont échoué, la révolution populaire sandiniste existe toujours. Mais Washington n'a pas renoncé à son objectif, qui est de la détruire, car elle rompt tous les schémas de l'hégémonie impériale des Etats-Unis sur la région.

L'ÉCOLOGIE VUE DU TIERS-MONDE

par Sergio Ferrari

Managua, 29 mai (ANN). Quand en 1981 David Brower et Steve Rauch ont fondé la conférence "Destin de la terre", ils ne pensaient certainement pas que, à peine huit ans après, son quatrième congrès biennal se tiendrait dans une capitale latino-américaine, dans une des régions du continent et de la planète les plus frappées par la guerre.

Entre la première rencontre de 1982 à New York et cette quatrième Biennale de début juin à Managua, deux conclaves se sont tenus, l'un à Washington, l'autre à Ottawa, avec chaque fois plus de participants, plus d'audience et de profondeur dans les débats. Les textes fondateurs prévoyaient la création d'un mécanisme qui permette aux mouvements luttant pour la paix, l'environnement et la justice sociale de définir des objectifs communs dans, le but de construire un monde libéré des menaces de guerre, de pauvreté et de désastres écologiques.

Selon Jaire Rodriguez, un des membres de l'équipe organisatrice et responsable de la direction des Ressources naturelles et de l'environnement (DIRENA), ce 4ème congrès offre une occasion sans précédent aux peuples du Tiers-Monde d'aborder de nouvelles perspectives d'analyses et de réaliser de nouvelles alliances. 350 personnes ont confirmé leur participation sur les 700 invités, représentants d'organisations de 72 pays.

Durant la rencontre, l'accent sera mis sur les besoins et les aspirations du Tiers-Monde. Le but est d'échanger l'information et les expériences sur les phénomènes qui menacent l'avenir de la planète et de s'entendre sur des stratégies de développement.

Il faut analyser, selon J. Rodriguez, les changements complexes et profonds que vit la planète et qui affectent spécialement les pays en voie de développement, car ce sont eux qui souffrent le plus de l'exploitation de l'homme et des ressources naturelles.

Au cours de cette biennale, la réflexion sur les problèmes écologiques s'organisera autour de trois axes:

- *le concept de développement et de sous-développement et sa relation avec les problèmes généraux de l'environnement.*
- *le concept de participation populaire, les droits de l'homme en matière d'environnement et son rôle dans la gestion de ces problèmes.*
- *le concept de paix et de sécurité globale comme condition et garantie de stabilité et d'équilibre durable.*

Les questions dérivées du thème principal seront développées en assemblées, groupes de travail et ateliers, portant entre autres sur le réchauffement de la terre, la déforestation, les pesticides, les déchets toxiques, la coopération internationale, les femmes et l'environnement, le désarmement, etc...

Les documents de base signalent comme "important le fait que la rencontre ait lieu en Amérique centrale et en particulier au Nicaragua...l'expérience centraméricaine est un exemple représentatif d'une mosaïque complexe de tensions et de conflits, de crises et d'espoirs... Elle démontre à quel point la paix est une condition essentielle pour la résolution des problèmes socio-économiques et écologiques de la région et de la planète". Et de ce point de vue, l'expérience spécifique du Nicaragua revêt le caractère exemplaire d'un pays ravagé par la guerre et frappé, de plus, d'une catastrophe naturelle avec le passage de l'ouragan *Joan*, qui ont occasionné des pertes d'environ un milliard de dollars.

"L'analyse des problèmes écologiques liés à l'activité humaine ne peut être menée en dehors de l'analyse des problèmes sociaux et économiques propres à la société moderne. La réponse aux grandes menaces écologiques du siècle à venir passe nécessairement par une solution aux problèmes sociaux les plus cruciaux: la pauvreté, l'injustice et l'oppression sous toutes ses formes", insiste Sergio Ramirez, vice-président du Nicaragua et président honoraire du forum écologique, dans sa lettre d'invitation à la Biennale. "Etablir de nouvelles formes de coopération pour affronter les grands problèmes de l'humanité" apparaît donc comme l'objectif principal de "Destin et espérance de la terre", selon les dirigeants nicaraguayens.

En plus des organismes nicaraguayens engagés dans la rencontre (DIRENA, ABEN, Comité nicaraguayen d'amitié, de solidarité et pour la paix...) participe également un comité d'appui international constitué d'une vingtaine d'organismes (Bund et Sofama pour l'Allemagne de l'ouest, IDOC pour l'Italie, Comité canadien d'appui, Conseil international des traités indigènes, "Ile-Terre" des Etats-Unis, le réseau écologique africain, SODEPAZ d'Espagne, Comité soviétique pour la défense de la paix, APPEN d'Asie, etc...) ainsi qu'une centaine de personnalités des quatre continents qui patronnent la conférence.

A l'occasion de la Biennale et du dixième anniversaire du triomphe populaire, les autorités gouvernementales et les organisations populaires ont annoncé récemment la constitution d'une "commission de surveillance de l'environnement".

Elle aura sous sa responsabilité le contrôle des problèmes écologiques que connaît le pays, entre autres les déboisement abusif, le brûlage de grandes surfaces de bois mort (conséquence de l'ouragan) pour préparer les ter-

res aux semailles, la de pollution de la lagune de Tiscapa à Managua et du lac de Managua, aujourd'hui complètement contaminés.

LE PROCESSUS ELECTORAL AVANCE

par Sergio Ferrari

Managua, 2 juin (ANN). C'est avec l'élection, prévue pour le 7 juin, des cinq membres du Conseil électoral suprême par l'Assemblée nationale, que se terminera la première et très importante étape du processus électoral, qui s'est ouvert le 18 avril par l'approbation des réformes à la loi électorale et s'achèvera le 25 février par les élections générales.

Au delà de la signification et de la dynamique propre du Conseil suprême qui supervise toute l'activité électorale du pays, il est intéressant de se pencher sur l'activité de tous les partis lors de cette première phase, à laquelle finalement la majorité a participé.

L'Assemblée nationale va donc élire les membres du Conseil électoral suprême, sur une liste de noms proposés par le président de la République. Ces noms ont été choisis parmi les listes de trois personnes envoyées par chaque parti. Deux des cinq membres seront de l'opposition, deux du parti au pouvoir. Le cinquième doit être un notable chargé de garantir un certain équilibre et l'impartialité dans les décisions de ce qui est en fait le quatrième pouvoir de l'Etat. La désignation du notable et le choix du président ont fait partie ces derniers temps des grandes interrogations qui ont alimenté le débat et les tensions politiques.

Sur 16 partis ayant un statut légal, 13 ont fait parvenir à temps leur liste de candidats (trois pour chaque parti). Seuls ne l'ont pas fait le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), le mouvement d'action populaire marxiste léniniste (MRAP-ML), deux partis d'extrême-gauche ayant peu de force, et le Mouvement démocratique nicaraguayen, formation d'Alfonso Robelo, longtemps lié à la Contra mais qui n'est toujours pas revenu au Nicaragua.

La proposition du "Groupe des Quinze" (la fraction Agustín Jarquín du Parti social-chrétien s'est jointe au "Groupe des Quatorze") a provoqué des tensions profondes qui menacent l'unité du groupe pour les élections. Sur les neuf partis qui ont une personnalité juridique (les autres sont des groupes et non des partis) le PSC, dirigé par Erick Ramirez et reconnu par l'Internationale démocrate-chrétienne, et le PLIUN ont présenté des listes à part, ce qui a mis l'unité en échec.

Mais le plus significatif, selon les observateurs, est que 13 des partis aient participé activement à la formation du Conseil suprême électoral, étape où se jouait en grande

part la légitimité des élections de 1990. Une abstention de l'opposition leur aurait ôté de la crédibilité au plan international. Cependant, la participation à la formation du Conseil suprême électoral n'écarte pas une abstention future. On vient d'annoncer un prochain voyage de représentants du "Groupe des Quinze" à Caracas, où ils vont rencontrer les survivants de la Contra, c'est-à-dire le secteur Calero/Bermúdez.

Il faut rappeler que sont déjà revenus au Nicaragua Azucena Ferrey, José Davila et Fernando Agüero, Alfredo Cesar, Pedro Joaquín Chamorro sont attendus la semaine prochaine, ainsi que sans doute Alfonso Robelo.

"Ce que cherche la droite, c'est une alliance plus concrète avec la garde somoziste... Le choix des élections va être entre sandinisme et somozisme" souligne Rafael Solis, député sandiniste et secrétaire de l'Assemblée nationale. De gouvernement des Etats-Unis, selon lui, fait pression pour une entente plus organique entre la droite et la Contra pour pouvoir lancer une campagne de déstabilisation qui leur permette de reprendre la guerre dans de meilleures conditions.

Malgré ces stratégies, les premières étapes du calendrier électoral sont franchies. Tandis que l'opposition, qui présente de nouveaux symptômes de fissure, se débat dans la contradiction participation/abstention, le FSLN tend ses forces et prépare les prochains mouvements de ses pièces sur l'échiquier politique. Le plan "de Sandino à Sandino", annoncé le 26 mai dernier, définit les priorités d'ici les élections et ordonne les efforts de ses militants.

Dans les neuf mois qui viennent, le FSLN devra, en tant que parti au pouvoir, assurer le bon déroulement de tout le processus électoral et, en tant que force belligérante, obtenir "une victoire incontestable".

LA SOLIDARITE DOIT NOUS AIDER A GAGNER LA BATAILLE DE L'INFORMATION

par Sergio Ferrari

Managua, 1er juin (ANN). Les IIIèmes rencontres de la solidarité avec le Nicaragua, qui vont se tenir en juillet à Managua, ont pour objectif de définir le rôle du mouvement de solidarité et la continuité de son travail en cette nouvelle étape de la révolution. Marta Lucia Cuadra, présidente du comité nicaraguayen d'amitié, de solidarité et pour la paix, a expliqué à l'ANN comment cette institution envisage cet événement important.

Ces rencontres, auxquelles vont participer 200 re-sponsables du mouvement de solidarité venus de 69 pays, se dérouleront du 20 au 23 juillet prochain. Parallèlement, les 22 et 23, aura lieu la Vème fêria de la solidarité. Ces deux événements, en plus des cérémonies populaires du 19 juillet - pour lesquelles on attend 350'000

personnes -, seront les événements les plus importants des activités organisées à l'occasion du Xème anniversaire de la révolution.

"Nous considérons comme positif le travail de la solidarité qui, en dix ans, a réussi à construire un front de lutte contre l'intervention étatsunienne. Cependant, aujourd'hui, de nouvelles tâches s'imposent: il faut les expliquer et les comprendre", commente M.I. Cuadra.

ANN : Pouvez-vous expliquer quelles sont les nouvelles tâches et les nouveaux défis pour la solidarité ?

Marta Lucia Cuadra : La situation a un peu changé en dix ans. On est arrivé à déplacer l'essentiel de la confrontation du terrain militaire au terrain économique. Cela a une incidence directe sur le travail de la solidarité qui, durant des années, s'est fondé sur l'aide à une petite nation se défendant, avec ses propres forces, contre l'impérialisme.

La guerre, paradoxalement, a été un facteur de mobilisation si la confrontation militaire passe au second plan, surtout une fois disparu de la scène le personnage de Reagan, en soi subversif, il faut redéfinir les tâches de tout le monde, y compris de la solidarité.

ANN : Récemment, la direction du FSLN a annoncé le plan "de Sandino à Sandino", qui prévoit des activités entre mai 89 et février 90. Le nouveau travail de la solidarité est-il lié à ce plan.?

Marta Lucia Cuadra : Sans aucun doute. L'axe fondamental du plan "de Sandino à Sandino" est constitué par les élections. Celles-ci ne vont pas être encore une affaire entre nicaraguayens, mais une affaire entre l'impérialisme et le Nicaragua. Nous sommes sûrs de les gagner, ce n'est pas cela qui nous préoccupe. Ce qui nous inquiète, c'est l'étranger. Les Etats-Unis ont déjà commencé une campagne très intense pour les faire apparaître comme illégitimes. C'est pourquoi nous devons l'emporter aussi à l'extérieur du pays. Sinon, il pourrait nous arriver ce qui est arrivé au Panama. C'est à ce propos que l'on peut parler de défis très importants pour le mouvement de solidarité. Celui-ci ne se limite pas aux comités. C'est tout un ensemble de forces, de personnalités, d'institutions, de villes jumelées, d'organisations non gouvernementales, qui doivent nous aider à gagner la bataille de l'information et contribuer à faire échec aux projets des Etats-Unis.

ANN : Quels vont être les objectifs spécifiques des rencontres de juillet ?

Marta Lucia Cuadra : Il y en a trois principaux. Tout d'abord, rendre hommage au mouvement de solidarité et le stimuler. Ensuite, discuter de la nouvelle conjoncture. C'est un aspect très important car il y a eu des changements et de nouvelles mesures qui n'ont pas toujours été

bien saisies à l'étranger (par exemple, la libération des anciens gardes de Somoza). Nous aimerions que les représentants de la solidarité comprennent clairement ce que nous avons fait, ce que nous faisons et ce que nous allons faire. En troisième lieu, définir un plan prospectif de travail. Certaines tâches devront être réalisées avant février 90, d'autres sont à plus longue échéance. Nous estimons que ces IIIèmes rencontres vont être de la plus grande importance, nous aimerions que les délégués en soient également conscients.

ANN : L'organisation et le programme vont-ils garantir la rencontre indispensable entre le Nicaragua et la solidarité ?

Marta Lucia Cuadra : Les participants seront présents dès le 18 juillet, comme invités officiels de toutes les activités du Xème anniversaire. Les rencontres seront inaugurées par Henry Ruiz, membre de la direction nationale du FSLN, et seront clôturées par le président Ortega. Il y aura en outre des contacts bilatéraux par régions géographiques, avec d'autres membres de la direction nationale.

Après l'ouverture, il y aura un échange avec quatre dirigeants qui permettra un contact direct. Le deuxième jour, nous présenterons un document de bilan et la discussion commencera. L'attention portera surtout sur l'avenir, car nous pensons qu'il faut envisager le futur. De plus, nous ne voyons pas cette réunion comme le moment où nous allons rendre des comptes. Pour nous, faire de la solidarité est un acte politique, et les rencontres seront le moment pour ceux qui nous soutiennent de réaffirmer les principes politiques qui lie un processus de transformation à ceux qui, à l'étranger, l'appuient et le défendent. Le troisième jour, les discussions par commission continueront et un "Cara al pueblo" (face au peuple) avec le président Ortega qui conclura ces trois jours de travail.

En ce qui concerne la Vème fêta de la solidarité, nous prévoyons la participation de 46 pays. Il s'agit de montrer au peuple nicaraguayen tout ce qu'a réalisé la solidarité. La fêta sera la vitrine des rencontres, qui prouvera une fois de plus que les nicaraguayens n'ont pas été seuls tout au long de ces dix années.

UN SALUT A L'ANN

Lettre du Conseil nicaraguayen d'amitié, de la solidarité et pour la paix au mouvement de solidarité.

Managua 31 mai

Chers amis, durant ces dernières années, le processus nicaraguayen a été confronté à la politique interventionniste des Etats-Unis.

Sur de nombreux plans - économique, financier, militaire, culturel et sur le plan de l'information - le pays a dû faire face à l'agression et à la guerre.

Le dixième anniversaire de la révolution populaire sandiniste approche et en cette période de bilan, l'effort du Nicaragua dans le domaine de l'information est important: il veut vaincre le blocus et la propagande adverse, éviter un isolement qui faciliterait l'intervention directe, faire connaître la réalité du processus des transformations sociales, etc... Le Nicaragua dispose de plusieurs moyens d'information en direction de l'étranger qui, luttant contre la fausse information ou le manque d'information, ont permis au pays d'exercer sa souveraineté dans ce domaine, c'est-à-dire le droit de chaque peuple et nation à informer les autres peuples et nations sur son propre développement et ses expériences.

Parmi toutes ces initiatives et efforts, nous voudrions aujourd'hui, à presque dix ans de sa création, mettre en valeur le rôle joué par l'Agence Nueva Nicaragua (ANN) qui a, malgré des milliers de difficultés de tout ordre, relevé obstinément le défi. Nous partageons avec elle le point de vue selon lequel "sans information conséquente et objective, il n'y a pas de solidarité stratégique possible". Nous appelons le mouvement de solidarité à continuer à appuyer les différentes initiatives de l'agence, ses défis, ses rêves, ses projets et ses réalisations. Nous sommes convaincus que les moyens d'information du Nicaragua en direction de l'étranger sont aussi la "propriété" de la communauté internationale qui suit avec intérêt et respect le devenir quotidien de notre révolution.

Fraternellement, Martha Lucia Cuadra, présidente du CNASP.

EL SALVADOR: LES ESCADRONS DE LA MORT AU POUVOIR.

par Pablo Hurtado

San Salvador, 3 juin (ANN). Quelques jours après l'investiture du représentant d'ARENA, Alfredo Cristiani, la gravité de la situation au Salvador saute aux yeux. Si la façade a changé, le contenu demeure: la guerre continue, l'injustice règne dans tout le pays. Il est évident pour tout le monde qu'après la faillite du projet démocrate-chrétien de Duarte qui a reçu un plein appui financier et militaire de Washington, aucun projet et moins que tout autre celui d'ARENA ne peut aboutir s'il ne cherche pas véritablement une issue négociée au conflit armé.

Aujourd'hui, tout se joue cartes sur table. Les grands bénéficiaires de l'arrivée de Cristiani, encadré de ses escadrons dirigés par l'ex-major d'Abuisson, sont les possédants et les militaires de la ligne "dure", ceux qui réclament la guerre totale contre la guérilla.

Comment Cristiani va-t-il aider les grands propriétaires du pays? en re-privatisant le commerce extérieur, principalement l'exportation du café ou le secteur bancaire qui jusque-là était en grande partie contrôlé par l'Etat. Il va également revenir sur la réforme agraire limitée, impulsée par Duarte.

L'armée, principal soutien du régime salvadorien, est un fidèle reflet de ce que va être la politique de Cristiani: le lendemain de son investiture, celui-ci a fait connaître 25 mutations parmi les chefs de la force armée salvadorienne (FAS), aussi bien sur le terrain que dans les bureaux de la défense. Il a appelé le général Rafael qui est, selon les observateurs, le garant de l'aide militaire des Etats-Unis. R. Larios n'est pas un inconditionnel de la "Tandonia", il est jusqu'à un certain point un officier "modéré", qui a mené sa carrière dans les bureaux. Mais la "Tandonia" (génération de la fin des années 60) qui compte deux générations, l'ancienne et celle des "nouveaux officiers", contrôle quatre des six brigades du pays et quatre des cinq d'élite qui garantissent le niveau opérationnel de la FAS.

Sur le plan militaire, Cristiani a donc déjà déplacé les premières pièces de l'échiquier, démontrant qu'il se prépare à aggraver le conflit armé malgré l'apparente "modération" de son premier discours présidentiel. Mais tout ne va si bien pour le nouveau gouvernement d'ARENA. Le FMLN a salué l'arrivée de Cristiani par une paralysie générale du transport dans le pays, une coupure d'électricité touchant 75 % du territoire et 720 pertes pour l'armée durant le mois de mai.

Malgré ce panorama plutôt noir, deux propositions de négociations ou tout au moins de dialogue ont été faites. Celle du FMLN a été déposée quelques jours après les

élections du 19 mars. La guérilla y manifeste sa volonté de négocier l'issue du conflit si le gouvernement sanctionne les responsables de la répression et des multiples assassinats (entre autres le major d'Aubuisson) et dissout définitivement les escadrons de la mort. Au moment de son investiture, Cristiani a fait connaître pour sa part une contre-proposition en cinq points pour renouer le dialogue, après avoir annoncé la veille qu'il ne s'assoierait jamais à la table de négociation avec la guérilla. Entre autres points, ARENA propose qu'un dialogue soit immédiatement entamé hors du Salvador entre des délégations au plus haut niveau des deux parties et avec la participation de tiers personnes comme médiateurs.

Mais pour le moment, l'issue ne se laisse pas entrevoir et il devient de plus en plus évident que le conflit salvadorien est le principal obstacle à la paix en Amérique centrale.

PANAMA: DE L'INVERSION MALIGNE

par Michèle Faure

Managua, 1 juin (ANN). Ce qui s'est passé lors des élections panaméennes est grave non seulement pour les Panaméens, mais également pour l'Amérique latine. La machinerie mise en marche pour présenter comme illégitime un vote populaire peut être braquée, demain, contre n'importe quelle nation dont les décisions ne sont pas du goût de Washington.

Ce qui est frappant, en ces mois où beaucoup de pays latino-américains procèdent au renouvellement de leurs dirigeants, c'est l'inversion maligne à laquelle recourent les Etats-Unis: tandis qu'une énorme provocation oblige le Panama à annuler des élections régulières selon les observateurs. Ils reconnaissent tambour battant et sans sourciller celles du Paraguay, pour ne parler que de ce pays, où la fraude a été de notoriété publique.

C'est qu'il existe une différence notable: le vote panaméen allait ratifier la volonté de libération et de souveraineté nationale d'un pays dans lequel, depuis 1850, les Etats-Unis sont intervenus militairement, sous divers prétextes et de diverses façons, rien moins que 17 fois.

Contrairement à Reagan, qui préférerait que l'opposition ne participe pas aux élections ce qui revenait à les nier, la tactique de Bush a consisté à lui demander d'y participer, mais pour nier leur légitimité.

Au Panama, l'arme fondamentale de la Maison Blanche a été une campagne de désinformation exemplaire tant au niveau national qu'international, qui, selon Aldo Díaz Lacayo, du département des Relations internationales du FSLN, et observateur pour le compte de la conférence

permanente des partis politiques d'Amérique latine (COPPAL) lors du scrutin panaméen, est une leçon à étudier de près.

L'agression à travers les médias, qui avaient reçu un appui financier adéquat (on se souvient des 10 millions de dollars offerts par les Etats-Unis à l'opposition) peut se résumer à quelques techniques essentielles. Tout d'abord, la fraude a été annoncée bien à l'avance par la Maison Blanche elle-même. Ensuite, on a eu recours à un vieux "truc" ayant fait ses preuves dans la publicité: la répétition de l'envoi d'un message simple, court: "Noriega est un bandit, un trafiquant de drogue. La majorité du peuple panaméen est contre Noriega". Ce message a été véhiculé entre autres par de nombreux sondages soigneusement manipulés (questions à réponse implicite, échantillonnage de population non représentatif) appuyés par des interviews de personnalités, elles aussi soigneusement choisies. Enfin, la question des élections et de Noriega a toujours été complètement isolée de son contexte historique et politique: il n'a jamais été question du fond du problème, qui est la restitution du canal à Panama avant la fin du siècle et surtout le départ des troupes étatsuniennes, prévus par le traité Torrijos/Carter. Car il s'agit bien de cela: les Etats-Unis ne peuvent se permettre de perdre leurs bases militaires du "commandement sud", "oeil électronique qui surveille l'Amérique latine", comme l'explique Ruben Souza, secrétaire du parti du peuple de Panama, qui ajoute que son pays, par sa position inter-océanique, joue un rôle dans le dispositif de l'OTAN tout en permettant de faire concurrence au Japon dans la domination de l'Océan pacifique.

Un autre aspect attire l'attention des observateurs régionaux: le dimanche des élections, à 15h, "Radio Impacto", station pro-étatsunienne qui émet du Costa Rica, annonçait la victoire de l'opposition et, à 18h, commençait à interviewer de supposés futurs ministres. Si bien que, en l'absence de résultats définitifs "le comptage des voix dure toujours plusieurs jours en Amérique latine" les radios régionales répétaient le lundi matin les chiffres donnés la veille par "Radio Impacto". A. Díaz Lacayo explique qu'il y avait deux centres non officiels de centralisation des résultats, l'un dans la zone du canal et l'autre installé par l'Eglise. Ces centres se targuaient d'avoir des résultats favorables à l'opposition dans 500 bureaux de vote, sans préciser évidemment que cela ne représentait que 12 % du total.

Ce dispositif d'intoxication à haute dose était complété par une autre tactique, celle de la rumeur. Selon A. Díaz Lacayo, alors que tout se déroulait normalement dans les bureaux de vote, la rue, elle, était agitée de bruits sans fondements (vols d'urnes, vote massif de militaires) qui, vérifiés par les observateurs internationaux auprès des scrutateurs de l'opposition, se révélaient complètement faux.

Tout était donc préparé pour que, comme le dit A. Díaz Lacayo, "la prophétie s'auto-accomplisse" et qu'une confrontation violente ait lieu dans la rue pour servir de prétexte à une intervention des troupes du canal. Et la confrontation a eu lieu, ce qui a provoqué l'annulation des élections par les autorités.

Ce travail d'intoxication a également été mené à l'échelle de la presse internationale, qui s'est souvent contentée de reprendre les analyses sortant des grandes agences étatsuniennes: une fois posée et martelée l'idée que le problème, "c'est la démocratie contre Noriega", que Noriega, "c'est la brute et le truand", il n'est pas difficile de faire apparaître Bush comme le démocrate, le "bon" du film. Autre perversion, et toujours rien sur le fond de l'affaire, rien sur la profonde aspiration des Panaméens à la souveraineté nationale.

Inutile d'être grand clerc pour se douter que les manœuvres des Etats-Unis au Panama risquent d'être à nouveau tentées, en tout ou partie, lors des élections nicaraguayennes de février prochain. Déjà, l'opposition parle de fraude. Comme l'a fait remarquer l'envoyé spécial de Carlos Andres Pérez, président du Venezuela, venu à Managua pour prendre connaissance des réformes à la loi électorale - qu'il a trouvée par ailleurs très régulière -, il y a des gens qui, quand ils voient qu'ils vont perdre les élections, crient à l'avance à la fraude. Déjà, certains secteurs ont essayé de remettre en cause la loi électorale nicaraguayenne, pourtant reconnue par toutes sortes de spécialistes comme plus ouverte que la plupart des législations latino-américaines, si l'on se donne la peine de la connaître et de la comparer. Déjà des fonctionnaires étatsuniens organisent des manifestations anti-gouvernementales propres à créer autour des élections une atmosphère troublée propice aux plans de Washington, qui voudrait les faire apparaître, au niveau international, comme illégitimes.

Mais l'affaire est très loin d'être dans le sac dans le cas du Nicaragua, pour de multiples raisons évidentes, entre autres à cause de la nature du processus et de la force d'un parti arrivé au pouvoir par une insurrection populaire, mais également parce que l'opposition, à la différence de la droite panaméenne, ne donne aucun signe d'unité. La preuve la plus récente en est les fortes tensions créées au sein du groupe social-chrétien par le retour au Nicaragua d'Azucena Ferrey, ancienne porte-parole de la Contra, revenue pour prendre la tête des sociaux-chrétiens en vue des élections. Mais les différentes tendances de cette famille politique manifestent leur désaccord parfois de façon virulente, comme le dimanche 28 mai lors d'une manifestation de l'opposition à Masaya. Mauricio Díaz, dirigeant du parti populaire social-chrétien (PPSC) explique: "Nous n'avons pas construit des organisations politiques pour qu'Azucena Ferrey vienne du jour au lendemain en prendre la tête".

Au Panama, Washington a accentué ses pressions en envoyant des troupes de renfort dans la zone du canal mais aussi en déclarant "fondamentale" l'unité de l'OEA face à Panama. Selon les observateurs régionaux, il s'agirait ni plus ni moins que d'obtenir l'exclusion du Panama de cette organisation. Pour A. Díaz Lacayo, si l'Amérique latine laisse Bush répéter l'affirmation de Roosevelt "I took Panama" (j'ai pris le Panama), demain, il pourrait bien avoir l'occasion de dire "I took Latin America".

Pour vos fêtes ou manifestations du 19 juillet voilà ce que nous avons à offrir :

Hebdomadaires: L'Amérique centrale semaine par semaine : Nouvelles, reportages, analyses au fil des événements en Amérique centrale, présentés dans le bulletin hebdomadaire français et allemand.

Nouvelles:

Selection quotidienne des trois dépêches les plus importantes, en espagnol, directement par télex ou télécopie.

Un sujet au choix :

Pas d'avalanche d'informations, mais un sujet précis ! Transmission par télex ou télécopie des articles en espagnol diffusés par l'ANN sur ce thème.

Médiatèque :

Photos en noir et blanc, diaporamas avec textes à l'appui et reportages vidéo. Ce département ANN détache des professionnels, fournit des équipements ou encore accompagne des journalistes en visite au Nicaragua. ANN-Vision se charge de vos travaux du laboratoire en b/n et Ektachrome.

Montres-bracelets :

Vous pouvez acheter chez nous des montres-bracelets "10 años Nicaragua libre", en plastique noir, à pile interchangeable, quartz, étanche en deux formats (homme ou femme). Demandez notre dépliant ou commandez en nous payant directement sfr. 69.50 (ffrs 250.--) et indiquant le modèle (homme ou femme).

L'agence de presse du Nicaragua, *ANN Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: Ffrs 450/Sfrs 135; pour comités de solidarité: Ffrs 700/Sfrs 250; pour institutions: Ffrs 1'000/Sfrs 350.

Un paiement semestriel est possible.

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

